

droits de la personne et la démocratie importent au plus haut point, mais le groupe de Contadora refuse de sanctionner quelque mode d'intervention que ce soit dans les affaires internes des pays centraméricains. L'essentiel, a rappelé le même intervenant, "c'est que les États-Unis reconnaissent le régime sandiniste" et qu'ils voient en lui un interlocuteur avec lequel il est possible de négocier.

Tous ont convenu que le plan Arias et les événements qui ont suivi la présentation auront une influence déterminante, mais un participant a émis l'avis qu'il ne fallait pas s'attendre à des miracles. Après quatre ans et demi, y-a-t-il raison de croire que la prochaine réunion d'Esquipulas sera couronnée de succès? "Il est trop tôt pour espérer une percée. Il y a trop de ponts à construire en si peu de temps. Trop d'obstacles demeurent encore." Un autre participant a fait valoir que "le sommet d'Esquipulas aura été positif dans la mesure où il n'aboutira pas à un échec complet". On aura beaucoup accompli si les chefs d'État se réunissent et manifestent la volonté de coopérer et d'en arriver à des compromis. Mais s'ils échouent dans leurs efforts, ils risquent d'avoir à affronter "de gigantesques problèmes politiques et militaires". D'autre intervenants ont proposé que les États-Unis soient invités à la réunion d'Esquipulas où ils pourraient étudier les questions de sécurité, l'accord de Contadora et les intérêts légitimes des pays centraméricains.

Les efforts que les superpuissances ont récemment déployés pour harmoniser leurs intérêts réciproques ont créé un nouveau contexte qui risque d'influer pour le mieux sur les négociations, car deux conditions doivent être remplies pour que le processus de Contadora débouche sur la signature et la mise en oeuvre d'un traité: (1) les pays centraméricains doivent manifester la volonté politique d'accepter les principes qui seraient énoncés dans un projet de traité, et (2) les parties extérieures doivent s'engager à accepter les conditions du traité et à s'abstenir de toute activité militaire. Un participant canadien a épousé ce point de vue: "Il est difficile d'imaginer un accord politique complet qui pourrait durer sans l'appui des États-Unis." Un représentant latino-américain a ajouté que le groupe de Contadora a besoin également du soutien d'autres pays. Cependant, d'aucuns ont par ailleurs affirmé que, si l'appui et les conseils de pays comme le Canada sont effectivement nécessaires, "on aurait tort de retirer au processus de Contadora sa base régionale, car cela compromettrait ses chances de succès et ralentirait son élan".

Pendant la première séance, les participants ont à maintes reprises répété qu'il fallait soutenir le processus de Contadora en faveur de la paix et préconiser l'adoption de solutions négociées à l'échelle régionale. "Il est à espérer que l'on pourra créer un mouvement collectif de plus en plus imposant qui aboutira à une formule acceptable de réconciliation (c'est d'ailleurs là le principal objectif du groupe de